

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 18 mars 2021
(Convocation du 10 mars 2021)

Aujourd'hui, le dix-huit mars deux mille vingt et un à 11h30, le collège « membres fondateurs » dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n° 2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames et Messieurs Laurence ANCIEN, Christiane AUTIGEON, Nathalie BARROUILLET, Céline SALLES, Christophe TERRAIN, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Yves LAHOUN, Jean ARRIUBERGE, Patrick CHASSERIAUD, Bernard SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Madame Dominique DEGOS

Etaient excusés :

Messieurs Jean GUILHAS, Bernard POUBLAN, Bernard VERDIER, Gérard CASTET, Francis DUPOUEY, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE, Thierry CARRERE

Secrétaire de séance :

Madame Christiane AUTIGEON

OBJET : Affaires générales / Dossier appel à manifestation d'intérêt (AMI) - choix du partenaire Sas ENR Adour

Monsieur Xavier LAGRAVE intervient et précise qu'il se retire de la séance et ne participera pas au débat ni au vote sur ce point de l'ordre du jour. Monsieur Paul CARRERE remercie Monsieur LAGRAVE et le prie de se déconnecter momentanément.

Exposé des motifs :

Le syndicat mixte ouvert à la carte, Institution Adour (IA), établissement public territorial de bassin (EPTB) originellement constitué par les 4 conseils généraux du bassin de l'Adour (Hautes-Pyrénées, Gers, Landes et Pyrénées-Atlantiques) regroupés au sein du collège « membres fondateurs », est mobilisé pour assurer une gestion concertée et équilibrée de la ressource en eau, des milieux aquatiques, et de leurs usages partagés dans le bassin de l'Adour.

Il souhaite aujourd'hui développer des installations de production d'énergies renouvelables sur 22 réservoirs à vocation de soutien d'étiage implantés sur les deux régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie, et sur quatre départements. De plus il entend mettre à profit la couverture photovoltaïque des plans d'eau et le turbinage à la sortie des ouvrages pour travailler sur la qualité des eaux stockées et restituées.

Par ailleurs, dans le contexte des évolutions climatiques à l'œuvre sur le bassin de l'Adour, l'EPTB souhaite conforter (et refonder à terme) le modèle économique des réservoirs de soutien d'étiage afin de pouvoir maintenir la capacité opérationnelle de ses ouvrages (80 millions de mètre cubes de stockage). Pour cela il entend diversifier les modes de contribution et de financement afin d'une part, d'assurer le fonctionnement courant de ces ouvrages, et d'autre part d'être en capacité de faire face aux travaux de grosses réparations



Afin d'être accompagnée dans cette démarche, l'Institution Adour s'est rapprochée des acteurs territoriaux suivants :

- La SEM Enerlandes ;
- La SEM ENR 64 ;
- La SEM Ha-Py Energies ;
- Le SDE 32 ;
- L'entité régionale AREC Occitanie ;
- L'entité régionale TERRA ENERGIES (Nouvelle-Aquitaine).

Le projet porte sur le développement, la construction et l'exploitation de plusieurs unités de production d'énergies renouvelables sur plans d'eau situés sur les départements du 32, 40, 64 et 65, par l'intermédiaire notamment de centrales photovoltaïques sur supports flottants (eaux stockées) et de micro centrales hydroélectriques (eaux restituées), pour une injection en totalité sur le réseau électrique local.

L'objectif est de concourir aux appels d'offres de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) ou si ces appels d'offres ne sont plus accessibles ou non compétitifs financièrement, la conclusion d'un contrat de vente directe à un ou plusieurs consommateurs (Corporate Power Purchase Agreement) ou tout autre contrat équivalent.

Il est envisagé de créer une société mère appelée « ENR Adour » sous la forme de société par actions simplifiée (SAS). Dans la suite cette société pourrait être désignée « ENR Adour ».

Les partenaires souhaitent privilégier un maximum de financement public dans chacun des projets. Dans ces conditions le capital de la SAS serait constitué par les apports de :

- L'EPTB Institution-Adour ;
- La SEM Enerlandes, la SEM ENR 64, la SEM Ha-Py Energies et le SDE 32 ;
- Le fond d'investissement Terra Energies (Nouvelle-Aquitaine) et l'AREC Occitanie ;
- Le lauréat sélectionné dans le cadre du présent AML pour les parts restantes, soit 49 % maximum.

Les statuts de ENR Adour ainsi que le pacte d'actionnaires seront définis après le choix du candidat retenu.

Pour chaque projet ou groupe de projet (selon phasage des réalisations ou répartition géographique par département), il est envisagé de créer une société fille, dite « société de projet », détenue à 51% minimum par ENR Adour et ouvert à des investissements participatifs et citoyens (entreprises locales, collectivités à savoir les communes et communautés de communes sur lesquelles les projets seront situés, habitants...) et à 49% maximum par le partenaire retenu à l'issue de la consultation.

A cet effet, l'EPTB, assisté des autres membres du pôle public, a lancé un appel à manifestation d'intérêt (AMI) visant à la valorisation d'énergies renouvelables sur plans d'eau artificiels de soutien d'étiage.

La consultation publique s'est déroulée de juin à octobre 2020 et quatre porteurs de projets ont déposé une offre de partenariat, à savoir les sociétés AMARENCO, SOLECO, EDF et SERGIES.

Après analyse des dossiers, deux offres ne répondaient pas au cahier des charges ; celle de la société Amarenco qui faisant notamment l'impasse sur le volet production hydroélectrique et l'offre de la société Valeco qui modifiait le pacte d'actionnaire au détriment des acteurs publics et proposait par ailleurs des équilibres économiques jugés comme difficilement réalisables.

Les deux autres candidats, EDF et SERGIES, ont été conviés à apporter des précisions écrites à leurs offres via la plateforme dématérialisée de mise en concurrence (Landes.org), pour être ensuite auditionnés en décembre 2020 afin de présenter dans le détail leurs projets de partenariat.

Suite à cette première audition, de nouvelles précisions écrites sur leurs offres ont été sollicitées (toujours via la plateforme dématérialisée), suivies d'une seconde audition en février 2021 afin que les candidats finalisent et adaptent éventuellement leurs propositions.

A l'issue de ce processus, la candidature qui répond le mieux aux attentes du pôle d'acteurs publics s'avère être le groupe SERGIES. En effet, contrairement au groupe EDF, SERGIES s'engage à travailler sur l'ensemble des 22 plans d'eau pour le photovoltaïque et une moitié du parc de RSE pour l'hydroélectrique et accepte le pacte d'actionnaire et la gouvernance tels que définis dans le cahier des charges de l'AMI.



LE COLLEGE « MEMBRES FONDATEURS »

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- De retenir l'offre du groupe SERGIES comme partenaire dans le cadre de l'AMI valorisation d'énergies renouvelables sur plans d'eau artificiels de soutien d'étiage,
- D'autoriser le Président à mettre au point la forme juridique du partenariat à établir au sein de la future Sas « ENR ADOUR » entre le pôle public (51% des parts) et le groupe SERGIES (49% des parts),
- D'autoriser le Président à effectuer toutes démarches et signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 18 mars 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE